

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

Départements et Alsace-Lorraine, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delany, Davies & Co, 1, Finch Street, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0	80 10	
3 0/0 amortiss.	82 65	
1 1/2 0/0 1883	109 20	
Cons. anglais	99 7/16	
Italie	97 75	
Flor. autric. (or)	88 1/4	
Esp. Extér. nouv.	53 3/8	
Egyptien 6 0/0	321 25	
Ch. Egyptiens	441 25	
Turc 4 0/0 (nouv.)	14 40	
Banque ottomane	501 25	

L'échéance du 31 DÉCEMBRE étant l'une des plus considérables de l'année, nous prions ceux de nos lecteurs dont l'abonnement expire à cette date de vouloir bien le renouveler le plus tôt possible, afin d'éviter tout retard dans la réception du journal.

PRIME D'ÉTRENNES

SUPPLÉMENTAIRE

Nous avons le plaisir d'annoncer à tous nos abonnés, même à ceux ayant déjà reçu une prime gratuite, qu'un traité récemment conclu avec la maison Césaire Zivy, fabricant d'horlogerie à la Chaux-de-Fonds (Suisse) — Dépôt à Paris, 4, rue Marlet — nous permet de leur offrir, moyennant un supplément de 15 francs (plus un franc pour frais d'expédition s'il y a lieu)

UNE JOLIE MONTRE

A REMONTOIR

en nickel, 18 lignes, pour hommes, avec mise à l'heure mécanique et à secondes, mouvement à vue, avec chaîne et bracelet.

Chaque montre est garantie pour deux ans. En raison de la solidité exceptionnelle de cette jolie montre, elle convient aux personnes qui voyagent ou habitent la campagne et tout particulièrement aux chasseurs, qui seront heureux de pouvoir en faire l'acquisition à UN PRIX SANS PRÉCÉDENT.

Quelques-uns des nombreux lecteurs de la Patrie qui l'achètent au numéro dans les kiosques, s'étant déjà présentés dans nos bureaux pour nous demander cette prime supplémentaire, nous avons l'honneur d'informer tous nos lecteurs, sans exception, que la JOLIE MONTRE à remontoir leur sera accordée, aux mêmes conditions qu'à nos abonnés, sur la simple remise du numéro portant la date du jour.

PARIS, 23 DÉCEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

AU PALAIS-BOURBON

Les droites se sont réunies ce matin pour continuer la délibération, commencée hier, et arrêter leur conduite dans la discussion du Tong-King.

Les droites ont décidé qu'une déclaration serait faite à la tribune, déclaration portant que tous les conservateurs sont contraires à la politique coloniale.

Les amis de M. Jules Ferry croient qu'il pourra se dispenser de prendre la parole.

M. Brisson gardera sans doute longtemps la parole. Malgré les bruits qui circulent, il est très douteux que la discussion se termine ce soir.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Présidence de M. Floquet

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion des crédits relatifs au Tong-King et à Madagascar.

M. le président du conseil se propose de répondre à la vigoureuse dialectique du rapporteur de la commission.

La conclusion de son discours est qu'il ne faut rester ni au Tong-King ni en Annam. Il faut évacuer, toutefois, avec des précautions et des garanties.

On peut, continue la commission, chercher les compensations dans la Cochinchine ou neutraliser le Tong-King. Mais cette solution, comme les autres, exige des négociations nouvelles; or, il y a deux traités : l'un avec la Chine et l'autre avec l'Annam.

(La séance continue.)

INTÉRIEUR

Le mariage de Mlle Jeanne Delorme, fille de l'ancien député à l'Assemblée nationale, avec M. Lepelletier, fils de l'ancien garde des sceaux, conseiller à la cour de cassation, a été célébré aujourd'hui au Palais National.

Les témoins de la mariée étaient MM. Delisle, conseiller à la cour de cassation, et Achille Delorme; ceux du marié, MM. Delisle, sénateur de l'Aveyron, et Lepelletier.

Mgr Germain, évêque de Coutances, a donné la bénédiction nuptiale et a prononcé une allocution sur le mariage chrétien.

Pendant la cérémonie, la maîtrise, sous la direction de M. Bourdeau, maître de chapelle, a exécuté :

Deus Abraham de Dubois;
Messe de Deslandes, avec violon, violoncelle, harpe et orgue;
O Sanctus de Lefèvre-Vely;

Ave Maria de Gounod;
Laudate d'Adam.

La quête a été faite par Mlle Maraud et M. René Lepelletier, et par Mlle Delestre et M. Henri Delorme.

Brillantes toilettes; assistance nombreuse; parmi laquelle nous avons reconnu MM. Levert, député, et Maurice Levert, Mme Levert; M. Chevalier, Liais, députés de la

Manche; baron de Farincourt, baron Jules Legoux, ancien chef de cabinet de M. Lepelletier; Sallantin, conseiller à la cour de cassation; de Berseville, Besson, Robert Mitchell, Despatys, Sarlande, Le Roux, Bonnet, Falcon de Cimier, duc de Broglie, Mazelles, Camille Bourcier, procureur de la République; Senart, un grand nombre de magistrats et de membres du barreau.

On télégraphie de Constantinople que le traité par lequel le baron Hirsch prête un million de livres turques à la Sublime-Porte a été signé. Paris-Bourse prétend qu'en retour, la Porte a donné au baron Hirsch la concession du chemin de fer direct à Constantinople.

On peut être sûr que si c'est un chemin de fer direct, M. le baron Hirsch n'acceptera pas la concession; il ne comprend que les chemins de fer en zig-zag, avec un bénéfice de... par kilomètre.

EXTÉRIEUR

L'agence Fournier nous communique les dépêches suivantes :

Le Morning Post reçoit une dépêche de Vienne annonçant que tous les journaux se déclarent très heureux de la prolongation de l'armistice jusqu'au 1^{er} mars, et ils font l'éloge de l'abnégation et de la modération du prince Alexandre.

L'action prompte et pratique de la commission militaire présidée par le colonel Cerruti est commentée en termes élogieux.

On assure que les troupes vont évacuer immédiatement la Bulgarie, laissant l'artillerie derrière, parce que l'état des routes rend presque impossible le transport des canons.

Les délégués turcs ont informé le prince Alexandre que la Porte ne fera pas d'opposition à l'union des deux Bulgaries.

Darmstadt, 22 décembre.

Le prince Alexandre a télégraphié à son père, le prince de Hesse, que l'armée bulgare commence à se retirer par échelons à partir de demain, 23.

Belgrade, 22 décembre.

Les officiers de la commission internationale, qui ont terminé leurs travaux, sont attendus ici demain mercredi; ils seront invités à dîner à la légation autrichienne, chez le comte Khevenhüller.

Vienne, 22 décembre.

On assure ici que le prince Alexandre va se rendre très prochainement à Constantinople, puis à Saint-Petersbourg et ensuite à Berlin.

INFORMATIONS

Il y a plus de six semaines déjà, nous avions annoncé qu'une mission spéciale à Madagascar avait été confiée à M. Patrimoine, consul de France à Beyrouth.

A ce moment, plusieurs journaux recevant les communications du ministère des affaires étrangères et notamment le Temps crurent devoir, nous ne savons pour quels motifs, démentir notre nouvelle.

Elle se trouve aujourd'hui pleinement confirmée.

C'est M. Patrimoine, en effet, qui a mené avec activité et bonheur les dernières négociations avec les plénipotentiaires hovas.

Le traité conclu est en grande partie son œuvre.

Ajoutons que, pour éviter toute difficulté dans l'avenir, M. Patrimoine a également profité des circonstances pour régler la situation des Comores. C'est ce que nous faisons prévoir il y a quelques jours à peine.

Les dispositions qu'il a prises auront l'avantage de mettre fin, une fois pour toutes, aux vaines ambitions de l'Angleterre et de l'Allemagne sur cet archipel.

Il est probable que M. Patrimoine ne tardera pas à recevoir la récompense de ses services, et qu'il sera appelé au grade de ministre plénipotentiaire.

Nous avons annoncé que M. Barabant, ingénieur en chef des ponts-et-chaussées, chargé de la deuxième division de la voie publique à Paris, avait donné sa démission pour aller occuper le poste de sous-directeur de la Compagnie de l'Est.

M. Barabant sera employé à l'Hôtel de Ville par M. Frédéric André, ingénieur de première classe des ponts-et-chaussées.

LES BULLETINS GOMMÉS DE TARN-ET-GARONNE

Plusieurs journaux républicains annoncent ce matin qu'un grand nombre de bulletins gommés au procès-verbal de la commission de recensement à la liste opportuniste.

Ces bulletins étant au nombre de 900, le succès de cette dernière serait ainsi assuré.

Nous ignorons ce que fera la commission de recensement de Tarn-et-Garonne. Après les étonnantes opérations de la commission de recensement de la Haute-Garonne (Penent-Barcarda-Lannes), nous croyons que tout est possible.

Mais nous tenons à détruire d'ores et déjà la version donnée par nos confrères républicains sur les bulletins gommés de Tarn-et-Garonne.

Ces bulletins — parfaitement valables — comme on n'a cessé de le répéter de puis avant-hier, ont été envoyés à la liste de Prax-Paris, Trubert, Arnaud, Brunel, et c'est à ces candidats qu'ils devront être restitués.

En effet, d'après une correspondance publiée par le Dépêche, journal républicain de Toulouse et reproduit par un journal opportuniste de Bordeaux, la Grande, les bandes gommées appliquées sur ces bulletins portent les noms des candidats conservateurs.

Ces bandes n'ont pas été collées sur les

noms des candidats républicains : elles sont placées de façon à faire précéder les noms de la liste Lasserre par ceux de la liste Prax-Paris.

Et comme dans l'espèce les quatre premiers noms seulement devaient entrer en compte, il en résulte que ces 900 bulletins constituent pour MM. Trubert, Prax-Paris, Arnaud et Brunel un appoint considérable. Que les républicains ne se consolent pas de ces bulletins, cela nous est fort indifférent. Ils sont valables et bien valables. S'ils n'avaient pas organisé la délation comme ils l'ont fait, s'ils n'avaient pas autant intimidé les fonctionnaires de tout ordre et de tout rang, les électeurs n'auraient pas été obligés, pour assurer le secret de leur vote, de voter avec un bulletin républicain pour les conservateurs. Ils n'auraient pas eu à se méfier de certains maires qui tâchent de reconnaître à la qualité du papier du bulletin, à quelle liste tel ou tel a donné ses préférences.

Nous ajouterons que la commission de recensement, qui doit demain proclamer le scrutin de Tarn-et-Garonne, N'AS PAS LA DROIT de trancher la question des bulletins gommés qu'elle veut, dit-on, supprimer. C'est à la Chambre, seule, qui a le droit de se prononcer, et nous le répétons, il y a des précédents en faveur de nos amis.

DEUX RÉSULTATS

La discussion sur le Tong-King se poursuit avec une monotonie qu'une indifférence déjà profonde accompagne. Les arguments qui s'échangent avec l'alternance harmonieuse que le régime parlementaire semble avoir empruntée aux églises, sans en avoir emprunté la grâce, sont osés, les situations, de part et d'autre, sont prises, et l'on pourrait déjà prédire, sans se tromper de vingt voix, le vote qui doit intervenir. Il est hors de doute, aujourd'hui, que les crédits demandés par le gouvernement lui seront accordés dans leur totalité, et s'il ne surgit pas de quelque embuscade, soudainement démasquée, un péril nouveau, il est assuré de vivre, au moins jusqu'au mois de janvier.

La question ministérielle est d'ailleurs le moindre intérêt de ce débat. Qui prend souci de ces pauvres diables ? Et comment ont-ils eux-mêmes pu conscience de leur infirmité qu'ils osent mêler leur fortune à la question du Tong-King ? Ce qui importait, c'était de savoir si la France allait continuer l'aventure effrayante et mortelle commencée par M. Jules Ferry, ou résolument l'arrêter. Il nous paraît maintenant acquis que la France est bien définitivement enlisée dans le marais du Tong-King, puisque la Chambre nouvelle refuse de l'en arracher. La France paie ainsi la faute qu'elle a commise en ne condamnant qu'à demi cette société de malfaiteurs, diaprée de beaucoup d'imbeciles, qu'on appelait l'opportunisme. Si elle eût augmenté ses efforts, elle donnait à ses sauveurs la majorité, et sa déviance était accomplie. Elle devra maintenant l'attendre jusqu'au renouvellement de la Chambre, si cette Chambre, déjà cadavéreuse avant d'avoir vécu, doit durer. Mais il est dès aujourd'hui certain qu'une majorité comme celle qui se prononcera demain sur l'occupation du Tong-King ne se déjouera plus et qu'elle suivra aveuglément la voie de perdition qu'elle entre, comme la Chambre opportuniste à laquelle elle succède et dont elle n'est qu'une reproduction.

Deux faits, d'importance inégale, mais également intéressants, auront marqué ce débat : la séparation de Mgr Freppel et la réhabilitation de l'opportunisme. Au début de la séance d'hier, M. Paul de Cassagnac a traité l'évêque d'Angers d'évêque dévoyé, prédestiné au rôle, vraiment inattendu, de grand amoniteur de la République. On a connu des évêques constitutionnels, dans la première République, et le nom de constitutionnels déguisait simplement la qualité de renégats. Il ne nous paraît pas que Mgr Freppel ambitionne le rôle de Grégoire, bien qu'il y ait une certaine parenté d'esprit, sinon parant de doctrine, entre ces deux personnages. Mais, à coup sûr, il ne sera jamais le grand amoniteur de la République, par cette raison décisive que ce troupeau de reîtres, n'ayant ni foi ni culte, n'a pas besoin d'amoniteur.

Mais quant à être dévoyé, l'est bien, puisqu'il a poussé jusque dans les rangs épais de la majorité ministérielle qui se sont refermés sur lui. Ceux qui le défendent lui font honneur de cet écart : c'est du patriotisme, affirment-ils; et comme on ne blâmera jamais personne en France d'être patriote à sa façon, ils ne sont pas loin de penser que Mgr d'Angers s'est conduit en héros. A Dieu ne plaise que nous contestions un patriotisme qui fait sonner si haut son incompréhensible expansion ! Mais le patriotisme n'a jamais exclu la discipline, l'esprit de solidarité et la justice. Que Mgr Freppel pense, même lorsqu'il est seul à le penser, que le Tong-King est un Eldorado dont la conquête est indispensable à la fortune et à l'honneur de la France, c'est son droit naturel, absolu, incontestable et incontesté; c'était de même son devoir de voter les crédits, en pareille circonstance, et personne assurément ne l'en eût blâmé. Ce qui excédait son droit, c'était d'incriminer du haut de la tribune française le patriotisme, au moins égal, de ses collègues conservateurs, c'était de

censurer publiquement, avec aussi peu de retenue que de justice, leurs sentiments et leurs résolutions, c'était de les accuser de trahison envers la patrie et de capitulation devant la honte; c'était d'aller porter à nos ennemis communs le concours de ces invectives et de ces accusations. En supposant que le patriotisme de Mgr Freppel soit de qualité supérieure, il pouvait faire à ses deux cents collègues de droite la charité de croire qu'ils n'en sont pas absolument dépourvus, et qu'il y a dans leurs rangs des hommes comme les amiraux de Gueydon et de Dompière d'Hornoy, comme M. de la Ferronnays et M. Keller qui savent ce que c'est que servir la patrie et ne sont pas des hommes étrangers au sentiment de l'honneur.

Il est à prévoir que cette imprudence et coupable sortie sera cruellement châtiée. Aujourd'hui, les journaux républicains célèbrent la patriotique indépendance de l'évêque d'Angers, parce qu'ils se servent de lui comme d'un merveilleux instrument de combat contre nous. Lorsque le silence se sera fait sur le champ de bataille, on démentira plus aisément les mobiles d'un acte qui fait le scandale des uns et l'admiration intéressée des autres, et la muette réprobation des vaincus ne sera plus contrebalancée, dans son esprit plus avide de bruit que de justice, sous les ovations des claqueurs d'hier.

Un autre résultat de ces journées sur la réhabilitation de M. Jules Ferry. Il n'y a, en réalité, dans l'étalage de patriotisme dont la majorité fait preuve, qu'une campagne de revanche savamment conduite par l'opportunisme et qui doit nécessairement tourner à son profit. Ce cabinet est tellement inepte qu'il ne s'aperçoit de rien. A deux reprises, la Chambre et le suffrage universel lui ont enjoint de gouverner contre l'opportunisme et de l'écarter, s'il osait combattre, et chaque fois il a fait en sorte de se sacrifier lui-même, en sacrifiant la France, dont il a la garde, aux entreprises de l'ennemi. Une semaine après son avènement, il était prisonnier des opportunistes qui l'ont mené par le nez jusqu'aux élections. Aux élections du 4 octobre, l'opportunisme était ignominieusement écarté. Le suffrage universel avait témoigné son aversion et ses mépris de la façon la plus claire et la plus impérieuse. Le cabinet a repris en son giron, réchauffé, restauré et rétabli dans son insolente tyrannie l'opportunisme expirant. Les plus chauds défenseurs de l'occupation du Tong-King ne défendent que M. Jules Ferry et sa bande; ils préparent son retour, et lorsqu'ils le croient prêt, ils le pousseront dehors d'un coup d'épaule ce cabinet cacochyme et stupide; ils s'installeront résolument à sa place. On aura simplement repêché l'opportunisme dans les marais du Tong-King, et son règne, une fois restauré, ne finira plus qu'avec la Chambre elle-même, c'est-à-dire dans quatre ans, s'il ne survient pas d'accident.

La paix avec les Hovas

La paix est signée avec les Hovas; c'est une bonne nouvelle pour la France et nous n'hésitons pas à nous en réjouir.

Cette expédition, qui durait depuis si longtemps déjà, n'aurait que deux dénouements : ou l'envoi d'un corps d'armée considérable qui eût tenté — peut-être sans y parvenir — la conquête de Madagascar, ou un traité de paix nous permettant de suspendre les hostilités et de conserver nos droits séculaires sur cette île. C'est cette dernière solution qui a été obtenue, et il faut s'en féliciter.

Jamais, en effet, action militaire n'avait été plus mal conduite; jamais, au point de vue diplomatique, les choses n'avaient été plus mal menées. Notre gouvernement s'était humilié devant l'Angleterre en consentant à payer une indemnité à un clergeman convaincu de manœuvres hostiles à notre influence, et le rappel de l'amiral Pierre avait été accordé comme satisfaction au cabinet de Saint-James. Cette faiblesse n'était pas de nature à donner aux Hovas une haute idée de notre puissance.

Quant aux opérations militaires, les instructions données aux amiraux qui ont eu successivement le commandement de notre escadre étaient nulles. Fautes ce que vous jugerez convenable : c'était tout ce que le gouvernement — occupé surtout de l'Indo-Chine — trouvait à dire à ses agents.

Comment, dans ces conditions, et soutenus comme ils l'étaient dans leur résistance par les méthodistes anglais, les Hovas ont-ils consenti à un règlement des difficultés qui existaient entre la France et le gouvernement d'Emyrne. C'est là un mystère. Evidemment, le Ciel est en pitié de notre pauvre pays; et peut-être aussi faut-il voir le résultat de la lassitude que le blocus causait au commerce britannique, qui, à diverses reprises, avait exprimé son désir de voir la bonne entente rétablie entre nous et les Hovas.

En somme le traité, s'il sauve l'honneur de notre drapeau, s'il nous accorde une indemnité de 10 millions dont le paiement est garanti par notre occupation de Tamatave, s'il reconnaît notre droit à un protectorat fort platonique sur une partie de l'île, et nous autorise à créer dans la baie de Diego-Suarez des établissements maritimes qui peuvent nous être d'une grande utilité — donne gain de cause au gouvernement malgache sur la question qui était la raison première du conflit. Nous voulons obtenir pour nos nationaux le droit de devenir propriétaires

du sol, nous n'y avons point réussi et nos colons ne pourront obtenir que des baux emphytéotiques !

M. de Freycinet, après avoir annoncé à la Chambre cette bonne nouvelle, a ajouté :

« Vous reconnaîtrez que le gouvernement s'est surtout inspiré du vœu exprimé par le pays de restreindre, dans les limites tracées par l'honneur et l'intérêt de la France, les sacrifices nécessaires par les expéditions lointaines. »

M. le ministre des affaires étrangères reconnaît donc que le pays s'est énergiquement prononcé aux élections dernières contre la politique coloniale du sieur Ferry. Alors, comment expliquer l'attitude de M. Brisson qui se pose en continuateur résolu des erreurs du cabinet précédent, comment concilier les déclarations de ces deux membres du cabinet actuel ?

La France a signé la paix avec les Hovas; elle évacue, sauf un, tous les points qu'elle occupait et son prestige n'est point atteint.

Pourquoi ne pas procéder de la sorte au Tong-King ?

Pourquoi refuser d'accorder à l'opinion publique, en ce qui concerne l'Indo-Chine, ce qu'on lui a accordé en ce qui concerne Madagascar ?

Il s'est engagé, ces jours derniers, dans le Monde un débat dont nos lecteurs connaissent déjà l'objet. Le Monde a essayé — (et en cela il a peut-être trop entrepris) — de traduire la pensée de M. le comte de Paris relativement au Tong-King. Ainsi, vendredi dernier, on pouvait lire dans ses colonnes que M. le comte de Paris était favorable à la conquête tonkinoise, mais le lendemain il annonçait que ce prince était, au contraire, pour l'abandon du Tong-King.

Ces contradictions, d'après ce qui nous revient, auraient produit une certaine émotion. Il n'y a cependant pas lieu, suivant nous, de s'en étonner, et nous ne voyons pas pourquoi M. le comte de Paris n'aurait pas, dans cette circonstance du droit incontestable qu'il possède de changer de manière de voir.

On n'a pas oublié, en effet comment, dans le département de Seine-et-Oise et à la veille des élections d'octobre, l'engagement d'abord ses partisans à voter pour la liste Lebaudy, puis de quelle façon il invita ses mêmes partisans à voter contre la liste Lebaudy. Cette évolution se produisit à la suite d'une dépêche que M. Léon Say eut le tort de faire paraître sur ces entrefaites. M. de B... ayant vu M. le comte de Paris et lui ayant expliqué l'origine de la dépêche, le Prince n'hésita pas à rétracter sa dernière opinion, et il donna pour instruction à M. Estancelin de se retirer de la liste agricole; il est vrai que M. Estancelin, homme indépendant, ne crut pas devoir, en cette occasion, obéir à son roi, et il préféra maintenir sa candidature sur cette liste, dont on connaît le mémorable échec.

Il ne serait sans doute pas surprenant qu'un phénomène semblable à celui que nous venons de rappeler se soit produit encore une fois dans l'esprit de M. le comte de Paris et que, par suite d'indications qui nous échappent ou d'inspirations que nous ne saurions apprécier, il n'ait pas hésité à modifier de fond en comble son sentiment sur la question du Tong-King : ce qui fait qu'on ne sait pas exactement s'il n'est pas, à l'heure actuelle, pour et contre l'évacuation.

LE FAIT DU JOUR

Les Fêtes du Palais de l'Industrie

La bienfaisance s'ingénie à prendre toutes les formes pour venir en aide aux classes nécessiteuses. Samedi dernier, c'était par un brillant bal au tribunal de commerce qu'elle créait des ressources au travail et aux malheureux. Vendredi, jour de Noël, c'est par une série de fêtes qui dureront plusieurs jours, au Palais de l'Industrie, qu'elle trouvera les moyens de faire une distribution gratuite de jouets de l'Arbre de Noël aux enfants des écoles municipales, et d'augmenter le produit du bal.

Ces fêtes ne sont, en effet, que la continuation de celles de l'Industrie et du Commerce parisiens, organisées par les chambres syndicales avec le concours de la presse et des artistes, et qui doivent se prolonger jusqu'au mois de mai de l'année prochaine.

Nous avons visité ce matin le Palais de l'Industrie et nous avons été émerveillés des dispositions prises.

Les murs des galeries du rez-de-chaussée et du premier étage de la grande nef sont entièrement revêtus des tapisseries historiques du mobilier national. Jamais, croyons-nous, pareille exhibition n'a été faite de ces chefs-d'œuvre.

Des draperies en velours rouge frangé d'or, des faisceaux de drapeaux, des écussons aux armes de la Ville de Paris et aux initiales R. F., des sapins de haute taille complètent l'ornementation de ces galeries.

A l'entrée de la nef, s'élève un petit théâtre aux frais décors Louis XV, qui servira aux spectacles et aux concerts.

An contre, une estrade pour l'orchestre et, de chaque côté, deux autres estrades pour les bals d'enfants.

Tel est le cadre qui servira aux fêtes qui dureront jusqu'au 6 janvier.

Vendredi, première journée, fête de l'Arbre de Noël offerte à quatre mille enfants des écoles, garçons et filles. A une heure, défilé des enfants au son des fifres et des tambours des bataillons scolaires et d'une musique militaire, puis distribution des jouets de l'Arbre de Noël et goûter. A une heure et demie, grand théâtre et spectacle d'enfants.

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.

— Le numéro, 15 centimes.

Départements : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.

— Le numéro, 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES, 1 fr. 50 la ligne

Chez MM. Fauchey, Laffitte et Co

Place de la Bourse, 8

ET AU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12

Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

tin de Guignolet, de Bohno, de Roger Guignolet et de l'Eden-Guignolet. Deux grands bals d'enfants, conduits par deux polichinelles, sous la direction de M. Sorla, de l'Opéra, avec un orchestre de cinquante musiciens, conduit par M. Charles de Sivry, compléteront cette première journée.

Dimanche, 27 décembre, deuxième distribution d'objets de l'Arbre de Noël et même programme que pour la première journée, programme qui sera aussi celui des 1^{er}, 3^e et 6^e janvier.

Cette dernière journée se terminera par la distribution d'un gigantesque gâteau des Rois avec surprises.

L'entrée pour ces cinq jours de grandes fêtes sera de deux francs. Elle ne sera que d'un franc pour les 26, 28, 29, 30 et 31 décembre, 2, 4 et 5 janvier qui seront des jours de fêtes ordinaires avec représentations théâtrales, jeux d'enfants et concerts par des musiques militaires.

Parmi les artistes qui prêteront leur concours à ces fêtes, nous citerons : Mmes Vidal, Reichenberg, Emille Broisat, l'honorable, Ansel, Céline Montaland, Ducas, Chevalier, Marie Laurent, Léonide Leblanc, Hadamard, Marie Colombier, Théo, Jeanne Granier, Morlet, Thérèse, Beaumaine, Ellen Andrieu, Devallier, Lambelin, Audouin, etc.; MM. Coquelin cadet, Truffier, Paul Monnet, Matrat, Saint-Germain, Noblet, Morlet, Tauffenberger, Hamburger, Legrenay, Charles Morose, Paulin, Angel, etc.

Avec de pareils éléments, les fêtes du Palais de l'Industrie ne peuvent avoir moins de succès que celle donnée au Tribunal de commerce et mériteront certainement d'être classées parmi les plus brillantes qui auront été données à Paris.

ÉCHOS

Nous publions plus loin un décret convoquant, pour le dimanche 10 janvier prochain, les électeurs du canton de Magny (Seine-et-Oise) à l'effet d'élire leur représentant au conseil général, en remplacement de notre regretté ami, M. Bachelier, décédé.

Ainsi que nous l'avons déjà annoncé, les conservateurs réuniront leurs suffrages sur M. Louis Cartier, président de la Société d'agriculture de Magny. Le choix de cette candidature s'imposait par la grande situation de M. Louis Cartier dans ce canton, par le bien qu'il fait autour de lui et le souci constant qu'il a des intérêts du pays.

M. Cartier est, jusqu'à présent, le seul candidat conservateur pour cette élection, tandis qu'on parle déjà de deux et même trois candidats républicains. Nos amis sauront s'unir et ne pas diviser leurs voix.

Le comte Muletto, l'un des députés invalides de la Corse, est arrivé hier soir à Ajaccio.

Une foule immense l'attendait sur le port et l'a salué d'acclamations enthousiastes.

Sa réaction, ainsi que celle de ses amis, paraît assurée.

Un tolle immense s'est élevé de toutes parts contre l'expulsion inique des sœurs de l'hôpital Cochin.

Et les malheureux qui étaient soignés avec tant de sollicitude par ces saintes filles ont protesté encore plus haut, en refusant les soins des nouvelles infirmières laïques.

On sait que soixante-cinq malades ont quitté l'hôpital dès le matin, décidés à partager le sort de leurs bienfaitrices. Mais leur nombre aurait été bien plus considérable, si les médecins, émus du vide qui se faisait autour d'eux, n'avaient refusé de signer d'autres bulletins de sortie.

Parmi les victimes de la brutale laïcisation républicaine se trouve Mme Thévenot, en religion Saint-Raphaël, à qui sa conduite courageuse pendant le choléra de 1884 a valu une médaille d'argent, dont le diplôme a été signé par Waldeck-Rousseau.

M. le général de brigade Zieg

